

Les exportations de marchandises et de capitaux des pays centraux du mpc sont en net repli.

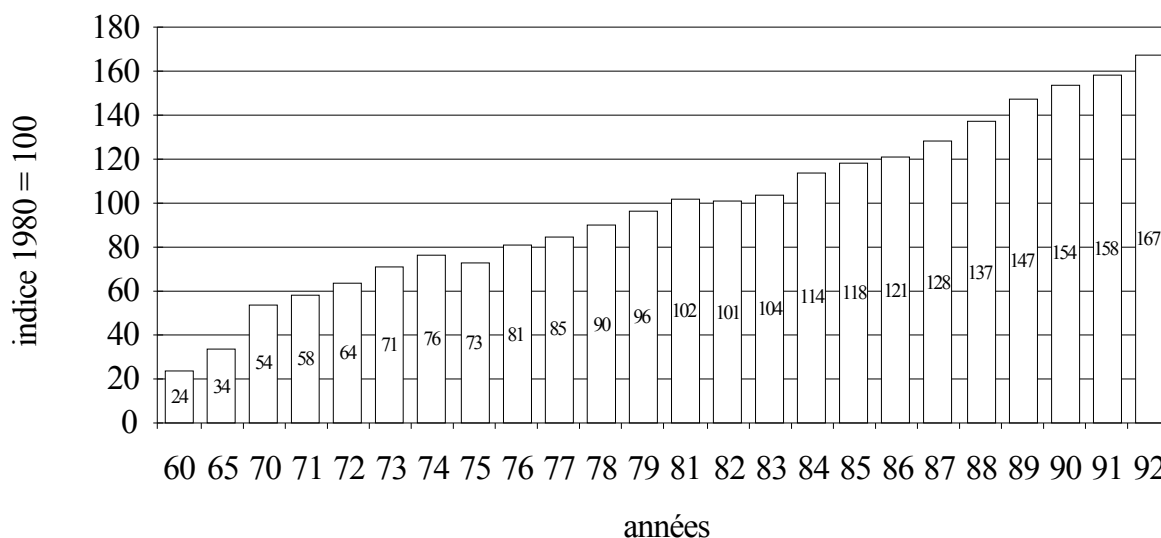
« La statistique des exportations et des importations fournit un talon pour mesurer l'accumulation du capital réel, c'est-à-dire du capital productif et du capital-marchandise. »

(Marx. Le Capital. Livre 3. P. 527. Editions du Progrès. Moscou).

Le Gatt, instance mondiale suprême de régulation des échanges de marchandises, fournit des statistiques tout à fait éloquentes sur le commerce international. D'après ses dernières données publiées, le progrès des exportations de marchandises mesuré en valeur a été, pour l'année 1992, d'un pourcentage égal à 5.5% par rapport à 1991, correspondant à un montant global de 3700 milliards de Dollars US en 1992 contre 3496 en 1991. L'année la plus dure a été celle qui s'écoule car le commerce mondial aura augmenté de seulement 1.5% en valeur relativement à 1990 (3444 milliards de Dollars US). Le ton globalement soutenu des échanges marchands internationaux, et ce malgré la gravité de la crise, ne restitue cependant pas une vision exacte de la situation des principaux pays du mpc. Si on se limitait à ces informations d'ensemble on pourrait arguer que, comparativement à la période de crise de 1981/1982, il s'agirait là d'un autre facteur témoignant de la moindre portée réelle de la dévalorisation généralisée de 1991-1993. En effet le commerce mondial total, cette fois-ci mesuré en volumes physiques, a cru de 3.5% en 1992 -comme en 1986/1987- alors même qu'en 1982 il y avait eu recul de 3.5%. L'explication complémentaire que le Gatt fournit suffit déjà pour nuancer ce jugement optimiste par trop superficiel : le développement en valeur et en volume des exportations de marchandises des deux dernières années est dû fondamentalement à l'exceptionnelle explosion des échanges extérieurs de l'aire chinoise (Chine Populaire, Taiwan, Macao et Hong Kong) qui, par la même occasion, conquiert la place de quatrième puissance exportatrice mondiale, derrière respectivement les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon. Il n'en demeure pas moins que l'importance de ce fait nouveau, bien que de portée historique, ne puisse faire oublier que, pour l'heure encore, ce sont les principaux pays capitalistes qui doivent

être placés au centre de l'attention et de l'examen des cycles économiques du capitalisme mondial. Et ce car la santé du mode de production en tant que tel dépend toujours d'eux, de manière prépondérante. Ainsi, en les isolant pour les nécessités de la démonstration, on découvrira que le *trend* des exportations de ces pays est comparable à celui qui avait été constaté en 1981/1982.

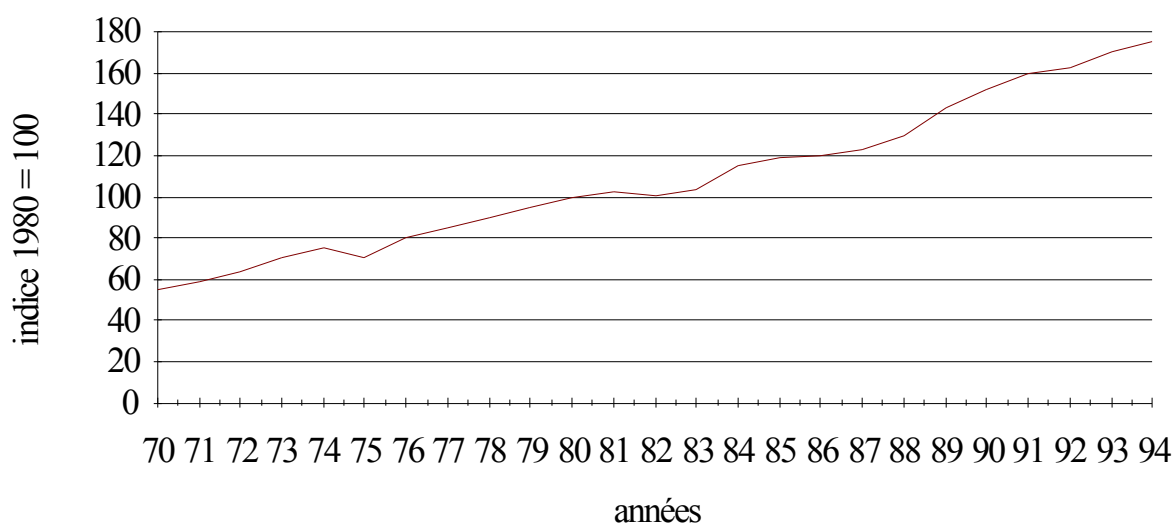
Volume des exportations des pays développés source F.M.I.



Ce tableau, élaboré par la CNUCED en 1993, indique un progrès entre 1990 et 1991 du commerce mondial des pays à économie de marché dits développés d'à peine 2.6% contre une régression modérée de 1% entre 1981 et 1982; dans les deux cas on n'a pas des pourcentages comparables à la chute de 4.1% qui se produisit entre 1974 et 1975. En outre, si on fait abstraction des effets de distorsion des fluctuations internationales des monnaies et notamment de l'action étatique « énergique » de stimulation contra-cyclique des marchés qui a été appelée « dévaluation compétitive », mise en oeuvre avec une exceptionnelle détermination notamment par des pays tels les USA, l'Italie, la Grande Bretagne etc., on verra s'amenuiser encore davantage l'écart de variation, comparée d'une année sur l'autre, du commerce mondial à l'occasion des deux dernières crises. Toutefois, même en se cantonnant aux données physiques brutes, exprimées en indices, on peut s'apercevoir que cet écart se trouve déjà partiellement résorbé lorsqu'on considère le périmètre des pays dits développés plutôt que la planète dans son intégralité : dans le premier cas le décalage de la crise de 1981/82 sur celle de 1990/91 est de 3.6 points, dans le second il est de 5 points. Ceci confirme, d'une part, que la crise a frappé les marchés d'une façon inégale, d'autre part, que les pays capitalistes mûrs l'ont globalement ressentie à un degré plus élevé par rapport aux pays « en voie de développement » (on parle ici notamment des pays de l'aire extrême-orientale, de certains pays de l'Amérique Latine, du

Mexique, de la Turquie ...), et que ces pays capitalistes forts « plus jeunes » occupent une place grandissante dans le concert marchand mondial.

Indice des exports en volume des pays industrialisés source F.M.I.



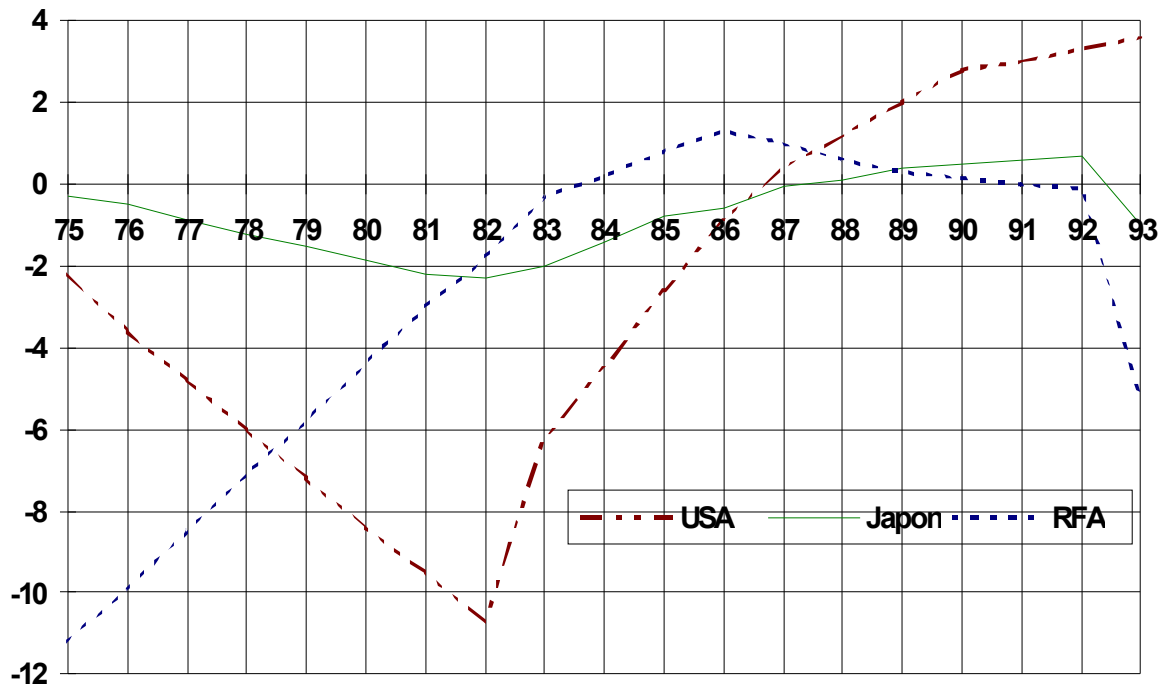
Ce deuxième tableau cible davantage le champ de l'analyse car il représente le volume des exportations cumulées des vingt pays d'industrialisation ancienne (hors, par exemple, les « nouveaux pays industrialisés » du Sud-Est asiatique); d'après ces données, collectées par le F.M.I., la crise ayant le plus affecté le commerce international de marchandises fut celle de 1974/1975 (- 4.5%), suivie par celle de 1981/1982 (- 1.1%), puis par celle de 1986 (+ 1.4%), pour finir avec celle de 1991 (+2.9%).

Si on poursuit dans ce sens et que l'on considère les trois pays capitalistes de premier rang, dans un ordre d'importance économique décroissant (USA, Japon et Allemagne), on tombera sur les données suivantes :

USA : - 2.2% en 1975, - 10.7% en 1982, - 6.2% en 1983, - 0.9% en 1986, + 3.6% en 1993.

Japon : - 0.3% en 1975, -2.3% en 1982, - 0.6% en 1986, + 0.7% en 1992, - 1% en 1993.

R.F.A. : - 11.2% en 1975, - 0.3% en 1983, + 1.3% en 1986, - 0.1% en 1992, - 5.3% en 1993.



Ainsi pour le Japon la crise de 1992/1993, arrivée un an plus tard qu'aux USA, a affecté ses exportations davantage que la crise de 1975 mais moins que celle de 1982.

Pour la R.F.A. la crise de 1992/1993 a été, côté exportations, la plus sévère depuis celle de 1975. Pour les USA, en revanche, la crise de 1990/1991 a épargné les exportations, et ce à cause, à la fois, du décalage des temps de la crise sur ses marchés extérieurs les plus importants tout autant que de l'adoption d'une politique monétaire de « dévaluation compétitive » du Dollar et des juteuses retombées, en termes de grands contrats à l'étranger, de la campagne d'Irak. Il faut également prendre en ligne de compte que l'absence, durant la plus récente crise, d'un puissant facteur déclenchant ayant comme pouvoir la synchronisation instantanée des cycles industriels des diverses aires géopolitiques -telle une augmentation brutale consécutive du prix de marché du pétrole- a permis aux puissances capitalistes de « jouer » dans une perspective contra-cyclique, avec les différentes phases du cycle économique des autres zones du marché mondial afin d'adoucir, voir enrayer, la chute de leurs propres exportations de marchandises. C'est pourquoi la crise, observée du point de vue particulier des marchés internationaux des marchandises, paraît s'éterniser, semble être moins profonde et plus « nationale » ou continentale que celles de 1974, 1981 et même que la « petite » dévalorisation généralisée de 1986. En contrepartie, la « reprise » des échanges extérieurs se fait au ralenti, par à-coups beaucoup plus marqués qu'auparavant, avec des taux de progression du marché mondial plus faibles en perspective.

Passons maintenant à l'examen de la situation des exportations de capitaux financiers. Car :

« Le renouvellement constant de la circulation des marchandises se reflète ainsi dans le mouvement de l'argent qui, non seulement roule constamment d'une main à l'autre sur toute l'étendue de la société bourgeoise, mais décrit en même temps toute une série de petits cycles différents, partant d'une infinité de points et revenant à ces mêmes points pour recommencer le même mouvement. »

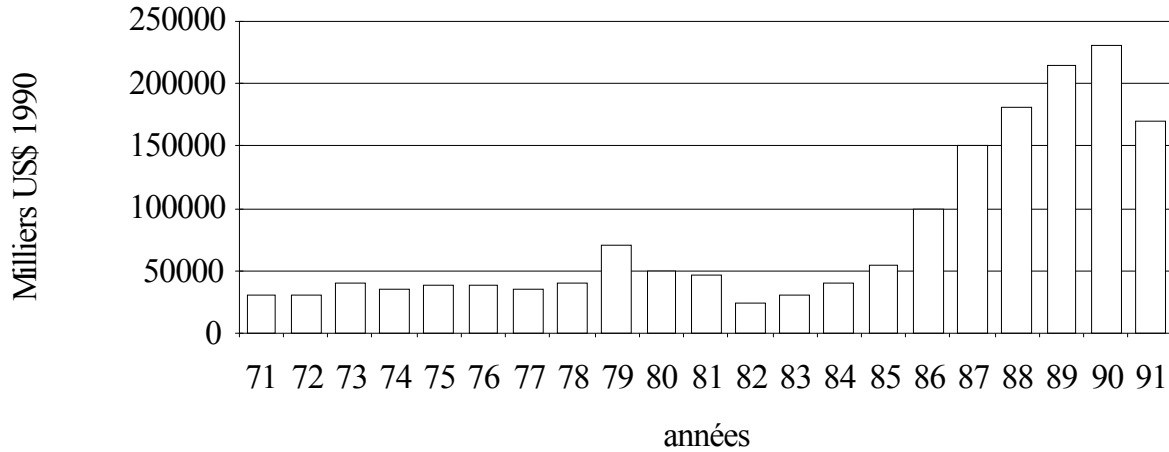
(Marx. Contribution à la critique de l'économie politique. P. 69. Editions Sociales).

C'est un domaine éminemment compliqué à bien cerner même pour les instituts spécialisés qui travaillent pour nos adversaires de classe. Pour les faibles forces des regroupements communistes actuels il est dans tous les cas impossible à saisir dans son intégralité et purgé des inévitables déformations comptables de l'économie politique bourgeoise. Cependant, cette détermination du capital total est décisive pour déceler les lignes de son mouvement perpétuellement catastrophique de valorisation.

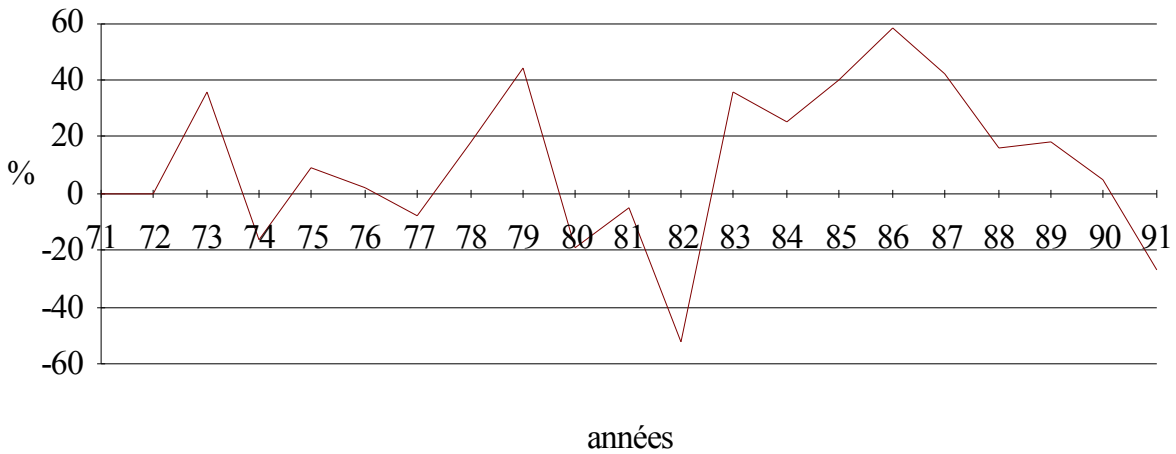
C'est pourquoi, le passage au crible par la critique communiste scientifique des données disponibles sur ce sujet ne peut plus être postposée, quitte à commettre des erreurs que nous ne manquerons pas de rectifier dans le déroulé de notre travail futur. Ici encore on a préféré aborder ce thème de façon globale, car ce marché plus que tout autre est mondial. On a également privilégié deux indicateurs « sûrs » produits par les services statistiques et économiques d'organismes internationaux de renom : le F.M.I. de Washington et la Banque des Règlements Internationaux de Genève. Le pourtour examiné est invariablement celui des pays de plus ancienne industrialisation, dont les séries de données sont les plus fiables, les plus à jour, dont l'antériorité est plus importante, la base de calcul à peu près inchangée et par réciprocity homogène dans le temps. On a retenu deux types de concepts : l'un directement issu de la comptabilité nationale -chapitre balance des paiements- et l'autre des comptes de bilan des banques affiliées à la B.R.I..

Le premier effectue un pointage des opérations de crédit d'investissement direct à l'étranger effectuées par l'ensemble des acteurs économiques d'un pays donné et le second traite des flux internationaux de crédits nets des banques ayant une stature mondiale confirmée. Pour pallier le plus possible aux effets déformants des dépréciations intérieures et sur les marchés des changes de la monnaie de compte utilisée, le Dollar américain, on a procédé, pour notre part, au recalcul de l'ensemble des valeurs sur la base du déflateur du PIB des USA.

Investissements directs à l'étranger des pays industrialisés source F.M.I.



% variation des investissements directs à l'étranger des pays industrialisés



Ces deux tableaux ôtent un premier voile et placent d'emblée la dernière crise, en termes de baisse des exportations de capitaux, au niveau des deux crises mondiales majeures de l'après-guerre, celle de 1974 et celle de 1980/1982. Les investissements directs à l'étranger représentent une portion importante du marché de l'argent comme marchandise, de l'argent

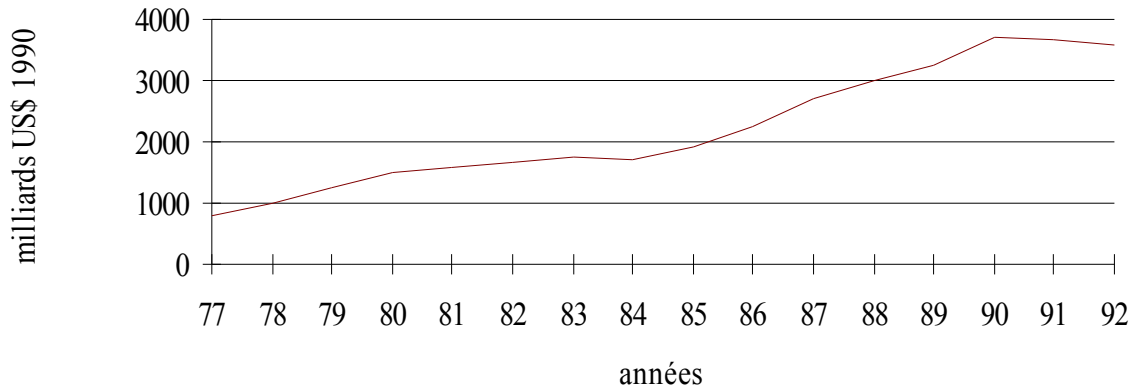
comme moyen de crédit. A l'instar de toute autre marchandise, la dévalorisation frappe la marchandise-argent suite à une carence de marchés solvables. Le capital-argent circule globalement à une vitesse plus réduite qu'auparavant et les flux financiers qu'il génère s'amenuisent d'autant.

« Dans la vitesse du cours de la monnaie apparaît donc la fluide unité des phases opposées et complémentaires, transformation de la figure utile en figure de valeur et retransformation de la figure de valeur en figure utile, ou encore unité des deux procès vente et achat. Et l'inverse, ce qui apparaît dans le ralentissement du cours de la monnaie c'est la séparation et l'autonomisation contradictoire de ces procès, l'arrêt des changements de forme et donc du métabolisme. Naturellement, la circulation proprement dite ne permet pas de voir d'où provient cette interruption. La circulation ne fait que montrer le phénomène. L'opinion courante qui, quand le cours de l'argent se ralentit, voit l'argent apparaître et disparaître moins souvent à tous les points de la périphérie de la circulation, est encline à chercher l'explication du phénomène dans la quantité insuffisante de moyens de circulation. »

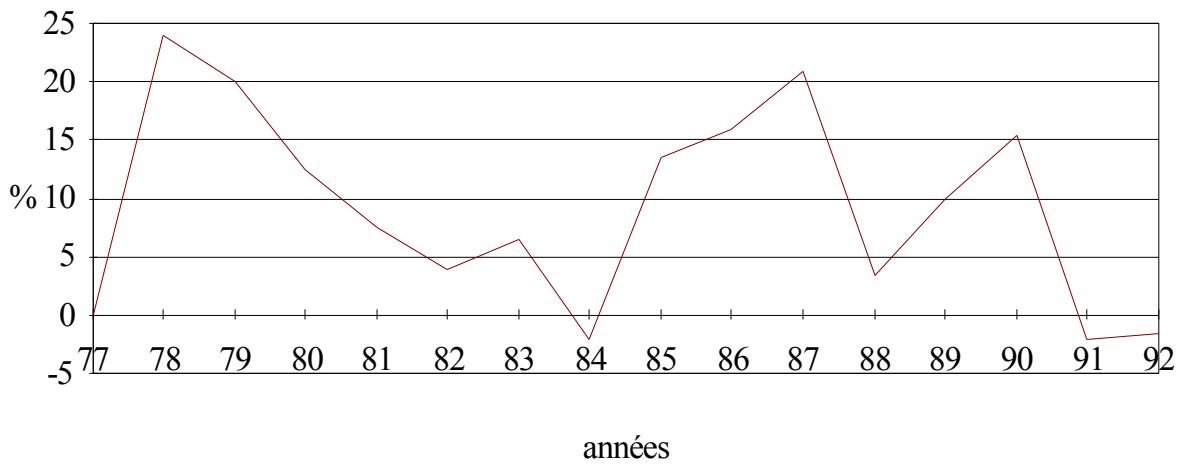
(Marx. Le Capital. Livre I. PP. 136-137. P.U.F.)

En 1991 les flux d'exportation directe de capitaux ont baissé en pourcentage de 26 points, contre des baisses de l'ordre de 15.6% en 1974, de 18% en 1980, 5% en 1981 et d'un coupurent 52.9% en 1982. En valeur ils ont été à peine supérieurs à ceux de 1987, autant dire que la progression la plus significative des exportations de capitaux depuis le début des années soixante-dix, celle qui a eu lieu entre 1986 et 1990, a bel et bien été stoppée pour un temps à l'occasion de la dernière crise. La brusque chute de 1991 a pourtant été endiguée par la progression de 50% des émissions d'obligations internationales, consacrées à renflouer les caisses saignées à blanc de nombre d'Etats et de firmes. Les incertitudes sur les temps de la crise et les coups d'accordéon boursiers, provoqués par des facteurs apparents qui sont souvent de nature « psychologique », ont aussi fait en sorte que, nonobstant la profondeur de la dévalorisation générale, certains capitaux flottants sur les marchés internationaux aient trouvé une demeure provisoire et contribué indirectement à gonfler le montant total des transactions mondiales en moyens de crédit divers.

Crédit international net des banques source B.R.I.



% de variation du crédit international net des banques source B.R.I.



Cette batterie de tableaux, dont l'antériorité n'est malheureusement pas aussi importante que pour les deux précédents, ne permet pas d'effectuer des comparaisons avec la grande crise de référence de 1974-1975. Toutefois elle rend possible des considérations rapportées à la crise de 1981. Les crédits nets à l'étranger des institutions bancaires spécialisées ne suivent pas tout

à fait le cours des investissements financiers directs à l'étranger de l'ensemble des intervenants capitalistes des pays de plus ancienne industrialisation. Et ce pour deux raisons fondamentales. La première tient au périmètre géographique différent : les uns proviennent des banques adhérentes à la B.R.I., sans autre distinction que celle-ci, de telle manière qu'ils incorporent des capitaux financiers individuels domiciliés ailleurs que dans les pays capitalistes plus anciens, tandis que les seconds sont exclusivement originaires de ces derniers. La deuxième découle de la plus grande spécialisation des entreprises bancaires, dont la fonction « productive » exclusive consiste précisément en l'activité de prêt, et se focalise autour du capital-argent fictif apte à porter un intérêt. Au contraire les investissements directs à l'étranger, recensés dans le compte de bilan de la balance des paiements, sont autant des crédits bancaires que des exportations de capital-argent immédiatement finalisées vers l'acquisition des conditions objectives et subjectives de la production, ou encore des capitaux monétaires ayant le rôle de « fluidifier » la circulation des marchandises...

« Le banquier s'est si bien accoutumé à figurer comme le répartiteur -sous forme de prêts- du capital social disponible sous forme d'argent, que toute fonction qui consiste pour lui à donner de l'argent lui paraît être un prêt.

Tout l'argent qu'il verse lui semble être une avance. (Remarque marginale d'Engels.) »

(Marx. Le Capital. Livre 3. P. 450. Editions du Progrès. Moscou).

Une fois ces précautions nécessaires prises, on saisit bien que le recul moindre des crédits bancaires internationaux n'est pas moins alarmant pour le capital mondial car il dévoile davantage que l'autre indice, celui des investissements directs à l'étranger, l'existence d'un essoufflement inédit sur la période considérée de la forme de fonction du capital porteur d'intérêt. En d'autres termes cela veut dire que l'action d'anticipation de la réalisation de la valeur par le capital de prêt bat de l'aile, que les paiements connaissent une marge de l'écart temporel entre achats et ventes plus exigüe et se font en des volumes généralement plus réduits que dans le passé.

« L'argent lui-même est déjà représentation de la valeur, il la présuppose. Comme mesure des prix, l'argent présuppose de son côté déjà la transformation (théorique) de la marchandise en argent ».

(Marx. Théories sur la plus-value. T.III. P. 194. Editions Sociales).

Mais, à ce stade, la métamorphose de la valeur-marchandise n'est plus assurée dans des circonstances normales, le système des paiements en ressent dans la mesure exacte où sa fonction canonique *présuppose déjà la transformation (théorique) de la marchandise en argent*. La « crise du crédit » déferle alors, l'argent perd sa capacité de représenter virtuellement la continuité des échanges.

« Dans un système de production où tout l'édifice complexe du procès de reproduction repose sur le crédit, si le crédit cesse brusquement et que seuls aient cours les paiements en

espèces, on voit bien qu'une crise doit alors se produire, une ruée sur les moyens de paiement. A première vue donc, toute la crise se présente comme une simple crise de crédit et d'argent. Et, en fait, il ne s'agit que de la convertibilité des effets de commerce en argent. Mais, dans leur majorité ces traites représentent des achats et des ventes réels, dont le volume dépasse de loin les besoins de la société, ce qui en définitive est à la base de toute crise. Mais, parallèlement, une quantité énorme de ces effets ne représente que des affaires spéculatives qui, venant à la lumière du jour, y crèvent comme des bulles; ou encore ce sont des spéculations montées avec le capital d'autrui, mais qui ont mal tourné enfin des capitaux-marchandises qui sont dépréciés ou même totalement invendables, ou des rentrées d'argent qui ne peuvent plus avoir lieu ».

(Marx. Le Capital. Livre 3. PP. 515-516. Editions du Progrès. Moscou).

Ce phénomène n'était pas encore d'actualité lors de la crise de 1981, qui à plusieurs égards pourtant fut plus profonde et plus grave que celle de 1974-1975. En 1991 et 1992 le montant total des crédits nets à l'étranger des banques internationales a chuté de 1.5% par an. Simplement, en 1981, le capital financier était en meilleure posture qu'aujourd'hui et ses chances de ponctionner la plus-value sociale pour en extraire un intérêt, plus grandes. D'ailleurs la situation vers laquelle il s'oriente à présent n'est pas sans rapport avec les politiques contra-cycliques mises en oeuvre dans le passé récent et au cours des premiers années quatre-vingt, politiques quasi-exclusivement centrées sur le rétrécissement étatique autoritaire des profits bancaires via la baisse des taux d'intérêt directeurs des Banques Centrales. Des réserves immenses de plus-value sociale accumulées sous la forme-argent disparaissent chaque jour et les interruptions en cascade des séries de paiements progressent parallèlement à la folle course des capitaux financiers dans les cieus de la circulation.

Ils sont désormais incapables de redescendre sur terre et de se faire consommation productive de valeurs d'usage acquises par leur truchement en tant que moyens de paiement.

« Il est clair, en tout cas, qu'avec le perfectionnement du système de crédit, donc de la production bourgeoise en général, la fonction de l'argent comme moyen de paiement prendra de l'extension aux dépens de la fonction de moyen d'achat et plus encore comme élément de la thésaurisation ».

(Marx. Contribution à la critique de l'économie politique. P. 106. Ed Sociales).

Le contexte ici décrit est celui que les analystes de la partie adverse appellent « nervosité » ou « instabilité persistante des marchés financiers ». Les Bourses des actions, hauts lieux d'expression des appréhensions et des flottements « psychologiques » des « décideurs » économiques, risquent une fois de plus dans le futur proche d'emboucher, à leur corps défendant, les trompettes de l'Apocalypse de l'accumulation de capitaux.

